

Édito :

Cet été est marqué par une accumulation de fermetures de services et notamment de services d'urgence et de SMUR . Nous avons réalisé un relevé très partiel à partir des alertes de nos comités, des communiqués syndicaux ou d'élu.es qui s'inquiètent de la perte de chance des résident.es et des estivant.es : les délais pour accéder à des soins d'urgence augmentent dans ces territoires et les minutes comptent en cas d'infarctus, d'hémorragie, d'accident vasculaire cérébral, ils augmentent d'autant plus que les services d'urgence qui restent ouverts saturent ...

En effet aucune communication officielle du ministère ou des ARS sauf en cas de fermeture de plusieurs semaines pour annoncer que pour assurer la qualité on ferme !!! et alors on bricole : sont inventées les urgences et SMUR « canady » : ça ressemble à des urgences et des SMUR ; ça a la forme des urgences et des SMUR, ça a la couleur des urgences et des SMUR mais ce ne sont pas des urgences et des SMUR ! Ou alors ce sont des urgences et des SMUR « clignotants » : des jours c'est ouvert, des jours c'est fermé ! Et on ne sait pas quand , on le découvre le jour même !

Nous dénonçons et agissons depuis des années et des années contre la politique d'austérité pour l'hôpital , contre l'insuffisance des moyens et de personnel à l'hôpital, contre l'insuffisance du nombre de médecins et personnel de santé en formation .

Cette situation catastrophique n'est pas le résultat d'une fatalité comme voudrait le faire croire nos gouvernants et leurs soutiens : il est le résultat de leurs décisions , de leur volonté de réduire l'hôpital public à la portion congrue.

Nous saluons et soutenons toutes et ceux qui se battent comme à Luçon, à Sarlat, à Toul et ailleurs pour assurer un accès aux soins de qualité correspondant aux besoins de santé de la population de leur territoire.

Jean-luc landas.

Sommaire :

- **Infos locales :page 2**
- **Dossiers :**
 - **Aperçu des fermetures estivales et infos des comités : pages 2 à 4**
 - **Passé sanitaire : quelques prises de position**
 - **pages 4 à 5**
- **Culture et santé : page 5**

Infos locales :

NANTES

Deux services en grève depuis plusieurs semaines, la direction étudie la situation !
Autrement cherche comment déshabiller Pierre pour habiller Paul, ou l'inverse d'ailleurs!

[L'article](#)

Dossiers:

**Aperçu partiel des fermetures estivales de services d'urgence et des SMUR
et infos des comités**

PAIMPOL

[À l'hôpital de Paimpol, 27 lits seront fermés pendant l'été](#)

SARLAT

[Les urgences victimes du manque de médecins cet été](#)
[Fermeture des urgences à Sarlat ?](#)
[Pétition - Pour le maintien de l'ouverture des Urgences de Sarlat](#)

CLAMECY

[L'accueil des urgences de Clamecy ferme les 22 et 30 Juillet](#)

MONTAIGU

les urgences fermées de 20h00 à 9h00 du 21 juillet au 15 août

[La lettre de juillet 2021](#)

LUÇON

Depuis de nombreuses semaines l' ADSP (l'Association de Défense du Service Public) et les élu.es (maires, Présidente de la communauté de communes , Présidente de l'association des maires de Vendée, conseillers départementaux, sénatrice) sont mobilisé.es chaque vendredi pour exiger le maintien du SMUR et des urgences 24/24 et 365/365 jours

Ce vendredi 23 juillet, 120 personnes et de nombreux élu.es étaient de nouveau rassemblées et ont manifesté dans les rues de la ville. Devant la cathédrale, ils ont formé un « H » symbolisant leur bataille pour l'hôpital public. Monsieur Dominique Bonnin, Maire de Luçon, Évelyne Deluze, Présidente de l' ADSP, un membre de l' UL CGT et Jean-Luc Landas, membre du Bureau national de la Coordination Nationale des Comités de Défense des hôpitaux et Maternités de Proximité ont successivement pris la parole. Puis les manifestant.es ont repris leur marche jusqu'à l'entrée de la ville où ont été disposés les panneaux indiquant la population résidente des communes, la population estivale et le temps d'accès aux autres services d'urgence du département : édifiant !

[Les photos](#)

FALAISE

Le service des urgences fermé la nuit du 20 au 21 juillet

[l'article](#)

SENLIS

Les urgences fermées de 19h30 à 8h30 du 31 juillet au 31 octobre

NÉRAC

Fermeture du SMUR du 25 juillet au 30 août

[mobilisation-contre-la-fermeture-estivale-du-smur-de-nerac](#)

LE BAILLEUIL

Nouvelle fermeture inopinée des urgences et du SMUR le 2 juin

[l'intervention de la députée](#)

MARMANDE

Menace de fermeture de 22h00 à 8h00 des urgences du 26 juillet au 22 août

PONT À MOUSSON

Fermeture des urgences la nuit en août et septembre

[l'article de Lorraine au coeur](#)

TOUL

Menace de fermeture des urgences du 30 juillet au 15 août

[la tribune des élus](#)

Une des raisons : le numerus clausus toujours présent

Alors que l'épidémie de COVID-19 a clairement démontré – s'il en était encore besoin – que nous manquions de médecins en France, le gouvernement actuel persiste dans sa politique de restriction du nombre d'étudiants dans les facultés de médecine. Monsieur Macron accumule en effet les mensonges, dans le cas présent l'annonce d'une réforme du mode de sélection avec la « suppression du numerus clausus ». En fait, il n'en est rien, car si le gouvernement ne fixe plus un nombre de places annuel du nombre d'étudiants entrant en deuxième année de médecine, il a délégué cette tâche aux Universités dans les régions. Tout cela avec une perversité sans nom car, y compris les facultés qui auraient pu augmenter les quotas ne l'ont fait qu'à la marge faute de moyens. En effet, dans le cadre de l'autonomie des universités issue de la réforme datant du quinquennat de Sarkozy, les budgets ne sont pas à la hauteur des besoins. A cela s'ajoute la position du représentant national des doyens des facultés de médecine qui ne souhaite pas « trop augmenter le nombre d'étudiants pour ne pas avoir trop de médecins après 2030 » ! Le résultat est catastrophique pour les étudiants en cette fin d'année de mise en place de la réforme : un nombre de places insuffisant au concours avec une absence de possibilité de redoublement, grande nouveauté pour cette année, renvoyant les recalés à des études en licence avec une possibilité de réintégrer les études de médecine à l'issue. La mobilisation des étudiants et de leurs familles a permis sous la pression d'un rapport sénatorial et surtout d'une injonction du Conseil d'État au gouvernement pour qu'il revoie sa copie, d'apporter quelques évolutions qui restent cependant très loin de proposer une solution pérenne au problème. La conséquence est un gâchis immense et des jeunes sacrifiés qui, pour ceux qui ont la chance d'avoir une famille qui peut les soutenir, vont essayer de poursuivre leurs études à l'étranger. La presse belge vient notamment de se faire l'écho d'un afflux massif d'étudiants français dans leurs facultés de médecine. Nous constatons ainsi que le gouvernement profite de la crise pour poursuivre sa politique d'organisation de la pénurie de médecins, lui servant en particulier d'argument pour restructurer et fermer des services et des hôpitaux.

Dr Christophe Prudhomme, médecin urgentiste.

Passé sanitaire : quelques prises de position

Sommes-nous des obligés ?

L'USP s'inquiète des réticences persistantes à l'obligation vaccinale. Or, la balance bénéfice-risque des vaccins contre la Covid-19 est favorable en termes de prévention des formes sévères de la maladie, mais aussi de la transmission du virus. Objectivement, la vaccination généralisée pour une immunité collective s'impose comme obligation solidaire à l'ensemble de la population et aux peuples du monde, aux soignant.es en premier lieu.

[Le communiqué](#)

L'obligation du passé sanitaire pour consulter à l'hôpital

l' USP souligne le danger de cette mesure

[le communiqué](#)

La position de la LDH

[Passé sanitaire : un mauvais coup](#)

la position de l' UFAL

[le communiqué](#)

Culture et santé :

Les Goguettes

[c'est la COVID qui redémarre](#)

« Toutes les infos sur le site de la Coordination Nationale »

<http://coordination-defense-sante.org/>